

Jean-Baptiste Daubeuf  
Doctorant en sociologie  
Université de Lorraine / 2L2S  
jean-baptiste.daubeuf@univ-lorraine.fr

**Journée Internationale des Jeunes Chercheurs :  
Quelles questions pour quelles recherches ? Les Sciences Humaines et Sociales  
au carrefour des disciplines.**

**Titre de la communication : Quand la « culture » est en trop dans l'analyse des bidonvilles**

Depuis le début des années 2010, le retour sur la scène médiatique des bidonvilles en France s'est accompagné d'une stigmatisation par nombre d'acteurs politiques des populations confrontées à ce type d'habitat. Alors que sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, c'est la lutte contre la figure du tzigane migrant et du délinquant qui fut l'objet de rhétoriques politiques peu amènes, en 2012, au début du mandat de François Hollande, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, va insister sur la délinquance des Roms migrants issus d'Europe de l'Est. Cette population a été au centre de la controverse portée par le futur Premier ministre qui a vu dans les Roms des populations inadaptées culturellement au mode de vie français et dont la « vocation » était de rentrer en Roumanie. Face à cette charge, le discours porté par des acteurs politiques et associatifs tentera de revaloriser cette fameuse « culture Rom » en dénonçant sa prétendue herméticité ou encore son impossibilité à s'intégrer.

Mais dans un cas comme dans l'autre, les populations des bidonvilles se retrouvent alors assignées à une identité culturelle sans que leur soit posée la question de leur perception et de leur sentiment d'appartenance vis-à-vis de cette « culture ». Déjà dans les années 1960, Monique Hervo et Marie-Ange Charras signalaient qu' « *on part donc du principe que les habitants des bidonvilles forment une catégorie tellement "à part" de la population qu'il faut leur appliquer en conséquence un régime particulier pour leur passage en habitat normal* », si bien qu' « *au problème de fond, dont la résolution est subordonnée avant tout à la mise en œuvre d'une politique sociale du logement, on trouve plus commode de substituer, par exemple, celui plus élégant et moins gênant de "culture"* » (Hervo et Charras, 1971, p. 388).

L'objet de notre communication est de discuter le rôle du sociologue vis-à-vis de la stigmatisation et, partant, de la réification – en l'occurrence « culturaliste » – des individus observés. Nous nous appuierons pour cela sur une recherche au long cours menée dans deux bidonvilles de l'Est de la France entre 2014 et 2017. Face au langage et aux représentations mobilisées par les acteurs sociaux et associatifs, comment les habitants des bidonvilles font-ils face à l'assignation identitaire et comment le sociologue fait-il – parfois malgré lui – office de « traducteur » à travers son travail de « relativisation des relativismes culturels » ? *A contrario*, comment le sociologue peut-il éviter de commenter et de réciter des individus trop souvent réduits à des projections identitaires extérieures loin d'être toujours significatives aux yeux des intéressés eux-mêmes ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre en prônant une vigilance épistémologique vis-à-vis de concepts bulldozers comme l'est celui de « culture » par exemple et en interrogeant les limites et les intérêts de la méthode ethnographique de terrain.